

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est impératif pour les services, en vue des recrutements à effectuer, de connaître le montant des subventions;

Après avoir délibéré,

Arrête :

Article 1er. A l'article 6, a) de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 22 juin 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et des centres de formation d'aides familiales et seniors et l'octroi de subventions à ces organismes, modifié par l'arrêté de l'Exécutif flamand du 19 juillet 1989 :

a) il est ajouté un nouveau 3°, libellé comme suit :

« 3° ou être en possession d'un certificat d'enseignement technique secondaire supérieur, option aspirant(e) en nursing »;

b) le 3° actuel devient 4°.

Art. 2. Dans l'article 11 de l'arrêté susvisé, il est inséré un § 4 libellé comme suit :

« Les subventions mentionnées au § 1er sont diminuées d'office des montants des réductions effectivement consenties aux services conformément à l'article 35, § 1er de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, en exécution de l'arrêté royal du 17 novembre 1989 pris en exécution de l'article 35, § 5 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

Cette diminution est appliquée lors du calcul et de l'octroi des subventions à l'issue du trimestre auquel les prestations se rapportent. »

Art. 3. L'article 13, § 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Les subventions prévues à l'article 11, § 1er, 2° à 6° sont octroyées à l'issue de l'année à laquelle elles se rapportent. Chaque trimestre il est octroyé une avance égale à huit pour cent de l'avance octroyée en fonction des dispositions du § 1er.

Sous peine d'exclusion, les demandes de subventions visées au présent § doivent être introduites dans le mois qui suit l'année à laquelle elles se rapportent. »

Art. 4. L'article 14 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Les montants des subventions visées à l'article 11 sont liés à l'indice-pivot 279,9 (rang 54).

Dans les limites du budget, ces montants peuvent être augmentés, à partir du 1er janvier 1990, d'un pourcentage égal à celui dont les rémunérations et traitements des membres du personnel des administrations locales, régis par l'échelle de traitements 1.26, sont augmentés depuis le 1er juillet 1988, à la suite de la liaison de ces traitements à l'indice des prix à la consommation, et ce le même jour que celui où ces rémunérations et traitements sont ajustés.

Dans les limites du budget, les subventions visées à l'article 11, § 1er, 1°, premier alinéa, peuvent également être augmentées, à partir du 1er janvier 1990, du montant dont sont augmentés le barème moyen et les allocations de foyer et de résidence des membres du personnel visés au paragraphe précédent, y compris les cotisations patronales pour la sécurité sociale pour travailleurs.

Si l'ajustement des salaires ne s'effectue pas au début d'un trimestre, l'ajustement de la subvention sera réalisé au cours de ce trimestre depuis le début du trimestre concerné, sur base d'un coefficient fixé par le Ministre. »

Art. 5. L'article 16, § 4 du même arrêté est modifié comme suit :

« La subvention accordée pour le perfectionnement est indexée de la même manière que la subvention prévue à l'article 11, § 1er. »

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1990.

Art. 7. Le Ministre communautaire de l'Aide sociale et de la Famille est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 mai 1990.

Le Président de l'Exécutif flamand,
G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Aide sociale et de la Famille,
J. LENSSENS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F 90 — 1582

16 FEVRIER 1990. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française relatif au congé pour prestations réduites accordé aux membres du personnel des Centres psycho-médico-sociaux subventionnés par la Communauté française qui ont atteint l'âge de 50 ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 1^{er} avril 1960 sur les offices d'orientation scolaire et professionnelle et les Centres psycho-médico-sociaux;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1988 portant règlement de son fonctionnement tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 31 mars 1988, et par l'arrêté de l'Exécutif du 8 novembre 1988;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 juillet 1989 fixant la répartition des compétences entre les Ministres de l'Exécutif et de la Communauté française;

Vu le protocole du 5 février 1990 portant les conclusions des négociations menées au sein du Comité B — section II;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de prendre sans retard des mesures visant à permettre au personnel concerné de bénéficier d'un congé pour prestations réduites accordé aux membres du personnel âgés de 50 ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans au 1^{er} septembre 1989;

Considérant la nécessité de prendre sans retard des mesures visant à permettre au personnel concerné de bénéficier d'une disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport et du Tourisme et des Relations internationales,

Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française en date du 19 juin 1989,

Arrêtons :

CHAPITRE I. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux membres du personnel subventionnés visés par la loi du 1^{er} avril 1960 sur les offices d'orientation scolaire et professionnelle et les Centres psycho-médico-sociaux.

CHAPITRE II. — *Congés pour prestations réduites*

Art. 2. Le Ministre ou son délégué peut autoriser à leur demande les membres du personnel visés à l'article 1^{er}, qui ont atteint l'âge de cinquante ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de quatorze ans, à exercer leurs fonctions par prestations réduites, moyennant le respect des conditions suivantes :

1^o qu'ils soient nommés à titre définitif, ou bien nommés à titre définitif et agréés comme tels, là où l'agrément existe, ou bien assimilés aux membres du personnel nommés à titre définitif ou définitivement agréés;

2^o qu'ils exercent, en fonction principale, la charge pour laquelle l'autorisation est demandée;

3^o qu'ils continuent à exercer des prestations comprenant la moitié de la durée des prestations complètes fixées normalement pour la fonction qu'ils exercent;

4^o qu'ils n'exercent aucune activité lucrative pendant leur absence.

Art. 3. Les périodes d'absences justifiées par des prestations réduites conformément au présent chapitre sont considérées comme des congés pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales.

Ce congé n'est pas rémunéré. Par ailleurs, il est assimilé à une période d'activité de service.

Le congé pour maladie ou pour infirmité ne met pas fin au congé pour prestations réduites.

Art. 4. Pour la fixation du traitement d'attente en cas de mise en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité, le traitement d'activité est, pour la période au cours de laquelle le membre du personnel fournit des prestations réduites, égal au traitement dû pour les prestations effectivement fournies.

La mise en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité ne met pas fin au congé pour prestations réduites.

Art. 5. La durée totale des périodes de congés pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales ou accordés en vertu de ce chapitre, comptées à partir du 1^{er} juillet 1982, ne peut dépasser cinq ans au cours de la carrière.

CHAPITRE III. — *Dispositions particulières au congé visé au chapitre II*

Art. 6. Par dérogation à l'article 2 du présent arrêté, les directeurs des centres psycho-médico-sociaux ne peuvent obtenir le congé visé au chapitre II.

Art. 7. Le congé pour prestations réduites visé au chapitre II doit prendre cours chaque année scolaire : soit le 1^{er} jour de l'année scolaire, soit le 1^{er} octobre, soit le 1^{er} janvier.

Sous peine de nullité, la demande doit être introduite au moins trente jours avant le début du congé par l'intermédiaire du pouvoir organisateur.

Par dérogation à cette dernière disposition, la demande de congé prenant cours le premier jour de l'année scolaire 1989-1990 ou le 1^{er} octobre 1989 peut être introduite respectivement le premier jour de l'année scolaire ou jusqu'au 1^{er} octobre 1989 au plus tard.

Art. 8. Le membre du personnel visé à l'article premier peut mettre fin au congé visé au chapitre II le premier jour d'une année scolaire et reprendre immédiatement sa fonction antérieure.

Le membre du personnel le fait savoir avant le 15 mars de l'année scolaire précédente par l'intermédiaire du pouvoir organisateur.

Cependant, pour des raisons familiales exceptionnelles et moyennant un préavis d'un mois, le membre du personnel peut être autorisé par le Ministre à reprendre sa charge complète avant l'expiration normale du congé.

Ce préavis doit être adressé au pouvoir organisateur.

Les membres du personnel ne peuvent en aucun cas sauf application de l'article 8 bis, reprendre leur charge complète après le premier mai de l'année scolaire.

Art. 8 bis. Conformément à l'article 5, il est mis fin d'office au congé visé au chapitre II lorsque la durée totale des congés visés à l'article 3 atteint la durée de cinq ans.

Art. 9. Au cours du congé pour prestations réduites visé au chapitre II, le membre du personnel visé à l'article premier est censé avoir poursuivi son activité immédiatement antérieure.

Si, au cours de cette période, l'emploi du membre du personnel est supprimé, il est mis en disponibilité par défaut d'emploi et le congé pour prestations réduites prend fin.

Art. 10. Le congé pour prestations réduites, accordé à un membre du personnel qui, au moment de l'autorisation, a deux enfants à charge qui ne dépassent pas l'âge de quatorze ans, et qui ne remplit plus cette condition au cours d'une année scolaire, ne prend fin qu'au terme de l'année scolaire en cours, vacances d'été comprises.

Art. 10bis. Si la durée totale des congés pour prestations réduites prévue à l'article 5 du présent arrêté, accordés dans les conditions définies à l'article 10 précité, atteint cinq ans, il est fait application dans le chef du membre du personnel concerné des dispositions de l'article 8bis.

CHAPITRE IV. — *Mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite*

Art. 11. Les membres du personnel visés à l'article premier nommés à titre définitif ou dont la nomination est agréée là où cette agrégation existe, peuvent bénéficier d'une mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite lorsqu'ils ont atteint l'âge de cinquante-cinq ans et comptent au moins trente années de service, pour autant qu'ils ne puissent bénéficier d'une pension de retraite à charge du Trésor public.

Cette mise en disponibilité est accordée jusqu'à la date à laquelle ils peuvent prétendre à cette pension.

Pour l'application de cet article, sont pris en considération les services qui entrent en compte pour l'ouverture du droit à la pension de retraite.

Art. 12. Pendant toute la durée de cette mise en disponibilité, il est accordé un traitement d'attente égal à autant de cinquantièmes, de cinquante-cinquièmes ou de soixantièmes du dernier traitement d'activité que le membre du personnel compte d'années de service à la date de sa mise en disponibilité, selon que la fraction prise en considération pour le mode de calcul de la pension est de 1/50, 1/55 ou 1/60.

Pour l'application de cet article, sont pris en considération, pour leur durée réelle, les services qui entrent en ligne de compte dans le calcul de la pension de retraite, à l'exclusion des bonifications pour études et des autres périodes bonifiées à titre de services admis pour la détermination du traitement.

Pendant cette mise en disponibilité, le membre du personnel ne peut exercer aucune occupation lucrative.

Art. 13. La demande de mise en disponibilité doit être introduite au moins trente jours avant le début de la mise en disponibilité par l'intermédiaire du pouvoir organisateur.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 1989.

Art. 15. Le Ministre de l'Enseignement et de la Formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 février 1990.

Par l'Exécutif de la Communauté française,

Le Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport et du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N 90 — 1582

16 FEBRUARI 1990. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende het verlof voor verminderde prestaties toegekend aan de personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra die 50 jaar zijn of ten minste twee kinderen hebben die niet ouder zijn dan 14 jaar, en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden vóór het rustpensioen

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 1 april 1980 betreffende de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de psycho-medisch-sociale centra;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1. gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 december 1985 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 februari 1988 houdende regeling van haar werking, zoals het gewijzigd werd bij de besluiten van de Executieve d.d. 31 maart 1988 en 8 november 1988;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 6 juli 1980 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de ministers van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het protocol van 5 februari 1990 met de besluiten van de onderhandelingen in Comité B — sectie II,

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is onverwijld maatregelen te treffen om het betrokken personeel het voordeel te laten genieten van verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden toegekend aan de personeelsleden die ouder zijn dan 50 jaar of ten minste twee kinderen ten laste hebben die niet ouder zijn dan 14 jaar op 1 september 1989;

Overwegende dat het noodzakelijk is onverwijld maatregelen te treffen om het betrokken personeel terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden vóór het rustpensioen te laten bekomen;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 19 juni 1989,

Besluiten :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de gesubsidieerde personeelsleden bedoeld in de wet van 1 april 1960 betreffende de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de psycho-medisch-sociale centra.

HOOFDSTUK II. — *Verlof voor verminderde prestaties*

Art. 2. De Minister of zijn gemachtigde kan, op hun verzoek, de toelating geven aan de in artikel 1 bedoelde personeelsleden die 50 jaar zijn of ten minste twee kinderen ten laste hebben die niet ouder zijn dan 14 jaar, om hun ambt met verminderde prestaties uit te oefenen, mits ze aan volgende voorwaarden voldoen :

1° vastbenoemd zijn, of vastbenoemd en erkend zijn daar waar de erkenning bestaat, of gelijkgesteld zijn met de vastbenoemde of definitief erkende personeelsleden;

2° het ambt waarvoor ze de toelating vragen, als hoofdamt uitoefenen;

3° prestaties blijven verstrekken gelijk aan de helft van de duur van de volledige prestaties normaal vereist voor hun ambt;

4° tijdens hun afwezigheid geen winstgevende activiteit uitoefenen.

Art. 3. De duur van de afwezigheid voor verminderde prestaties, bedoeld in dit hoofdstuk, wordt beschouwd als verlof voor verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen. Dit verlof is onbezoldigd, maar wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit. Het verlof wegens ziekte of gebrekkigheid maakt geen einde aan het verlof voor verminderde prestaties.

Art. 4. Voor de vaststelling van het wachtgeld bij terbeschikkingstelling wegens ziekte of gebrekkigheid, is de activiteitswedde voor de periode van verminderde prestaties, gelijk aan de wedde verschuldigd voor de werkelijke prestaties.

De terbeschikkingstelling wegens ziekte of gebrekkigheid maakt geen einde aan het verlof voor verminderde prestaties.

Art. 5. De totale duur van het verlof voor verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen of toegekend krachtens dit hoofdstuk, mag voor de hele loopbaan niet meer bedragen dan 5 jaar, te rekenen van 1 juli 1982.

HOOFDSTUK III. — *Bijzondere bepalingen voor het verlof bedoeld in hoofdstuk II*

Art. 6. In afwijking van artikel 2 van dit besluit kunnen de directeurs van de psycho-medisch-sociale centra het in hoofdstuk II bedoelde verlof voor verminderde prestaties niet bekomen.

Art. 7. Het verlof voor verminderde prestaties, bedoeld in hoofdstuk II, moet voor elk schooljaar ingaan op de eerste dag van het schooljaar, of op 1 oktober of op 1 januari.

Op straffe van nietigheid moet de aanvraag ten minste dertig dagen vóór het begin van het verlof ingediend worden via het inrichtend bestuur.

In afwijking van voorgaande bepaling kan het verlof dat ingaat op de eerste dag van het schooljaar 1989-1990 of op 1 oktober 1989 aangevraagd worden respectievelijk op de 1e dag van het schooljaar of uiterlijk tot 1 oktober 1989.

Art. 8. Het personeelslid bedoeld in artikel 1 kan een einde maken aan het in hoofdstuk II bedoelde verlof op de eerste dag van een schooljaar en onmiddellijk zijn vroeger ambt weer opnemen. Het moet zulks vóór 15 maart van het vorige schooljaar meedelen via het inrichtend bestuur.

Om uitzonderlijke familiale redenen en mits de aanvraag een maand tevoren was ingediend, kan de Minister het personeelslid machtigen om zijn volledige opdracht weer op te nemen vóór de normale datum voor het verstrijken van het verlof; deze aanvraag moet aan het inrichtend bestuur worden overgezonden.

De personeelsleden mogen in geen geval hun volledige opdracht weer opnemen na de eerste mei van het schooljaar, behoudens toepassing van artikel 8bis.

Art. 8bis. Overeenkomstig artikel 5 wordt aan het in hoofdstuk II bedoeld verlof van ambtswege een einde gemaakt wanneer de totale duur van het in artikel 3 bedoeld verlof vijf jaar bereikt.

Art. 9. Tijdens het in hoofdstuk II bedoelde verlof voor verminderde prestaties is het in artikel 1 bedoelde personeelslid geacht, zijn onmiddellijk voorafgaande activiteit te hebben voortgezet. Mocht zijn betrekking in die periode afgeschaft worden, dan wordt het ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking en neemt het verlof voor verminderde prestaties een einde.

Art. 10. Het verlof voor verminderde prestaties van een personeelslid dat op het tijdstip van de toelating 2 kinderen ten laste heeft die niet ouder zijn dan 14 jaar, en dat niet meer aan die voorwaarde voldoet in de loop van een schooljaar, wordt pas beëindigd op het einde van het lopende schooljaar, zomervakantie inbegrepen.

Art. 10bis. Indien de totale duur van het verlof voor verminderde prestaties, bedoeld in artikel 5 van dit besluit, vijf jaar bedraagt, worden de bepalingen van artikel 8bis van toepassing op het bedoelde personeelslid.

HOOFDSTUK IV. — *Terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden vóór het rustpensioen*

Art. 11. De vastbenoemde personeelsleden bedoeld in artikel 1 van dit besluit kunnen terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór het rustpensioen bekomen wanneer zij 55 jaar zijn en ten minste 30 jaar dienst tellen, mits zij geen rustpensioen ten laste van de Openbare Schatkist kunnen genieten.

Die terbeschikkingstelling geldt tot de datum waarop zij op dat pensioen aanspraak hebben.

Voor de toepassing van dit artikel komen de diensten, die meetellen voor het verlenen van het recht op een rustpensioen, in aanmerking.

Art. 12. Tijdens heel die periode van terbeschikkingstelling wordt wachtgeld toegekend, gelijk aan zoveel 50sten, 55sten en 60sten van de laatste activiteitswedde als het personeelslid dienstjaren telt op de datum van zijn terbeschikkingstelling, naargelang voor de berekening van het pensioen gerekend wordt met 50sten, 55sten of 60sten.

Voor de toepassing van dit artikel komen de diensten die meetellen voor de berekening van het rustpensioen, in aanmerking voor hun werkelijke duur, met uitzondering van de bijslag voor studies en van de andere perioden die voor de bepaling van de wedde erkend zijn als extra-diensttijd.

Tijdens die terbeschikkingstelling mag het personeelslid geen winstgevende activiteit uitoefenen.

Art. 13. De aanvraag moet ten minste dertig dagen vóór de aanvang van de terbeschikkingstelling ingediend worden via het inrichtend bestuur.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1989.

Art. 15. De Minister van Onderwijs en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, op 16 februari 1990.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT

D 90 — 1583

7. MAI 1990. — Dekret zur Abänderung des Gesetzes vom 1. April 1960 über die Psycho-medizinischen-sozialen Zentren

Der Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und wir, Exekutive, sanktionieren es :

Artikel 1. Artikel 2, Paragraph 7 des Gesetzes vom 1. April 1960 bezüglich der Psycho-Medizinisch-Sozialen Zentren, abgeändert durch den Königlichen Erlaß Nr. 467 vom 1. Oktober 1988, wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« § 7. Ein neues Zentrum kann unter der Voraussetzung geschaffen oder subventioniert werden, daß die Unterrichtsanstalten eines gleichen Schulträgers oder solche, die gemäß § 1 Nr. 3 und Nr. 4, dieses Artikels mit diesem Zentrum Verträge abgeschlossen haben, im Schuljahr, das der Schaffung des Zentrums vorhergeht, zusammen 3 000 Schüler zählen.

Besteht in der Deutschsprachigen Gemeinschaft schon ein Zentrum eines bestimmten Unterrichtsnetzes, das durch die Deutschsprachige Gemeinschaft organisiert oder subventioniert wird, so kann das neue Zentrum desselben Unterrichtsnetzes nur dann geschaffen oder subventioniert werden, wenn im Schuljahr, das der Schaffung des Zentrums vorhergeht, auf dieselbe Weise 6 000 Schüler gezählt werden. »

Art. 2. Dieses Dekret tritt rückwirkend am 1. Januar 1990 in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es durch das *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Eupen, den 7. Mai 1990.

Vorsitzender der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

J. MARAITE

Gemeinschaftsminister für Unterricht, Ausbildung, kulturelle Animation und Medien,

B. FAGNOUL

Gemeinschaftsminister für Jugend, Sport, Erwachsenenbildung und Soziales,

M. GROSCH

TRADUCTION

COMMUNAUTE GERMANOPHONE

F 90 — 1583

7 MAI 1990. — Decret modifiant la loi du 1^{er} avril 1960 relative aux Centres psycho-médico-sociaux

Le Conseil de la Communauté germanophone a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit .

Article 1^{er}. L'article 2, § 7 de la loi du 1^{er} avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux, modifiée par l'arrêté royal n° 467 du 1^{er} octobre 1988 est remplacé par la disposition suivante :

« § 7. Un nouveau centre peut être créé ou subventionné pour autant que les établissements d'enseignement appartenant au même pouvoir organisateur ou qui, conformément au § 1^{er}, 3^o et 4^o, du présent article, ont conclu des contrats avec ce centre, comptent ensemble 3 000 élèves durant l'année scolaire qui précède la création du centre.